

Crise du capitalisme et revenu minimum Maxime Durand, *Critique communiste* n°81, Janvier 1989

Depuis longtemps, André Gorz propose une réflexion stimulante sur la division du travail et ses dépassements rendus possibles par l'automation. Il avait notamment développé dans un précédent ouvrage l'idée d'un revenu social qu'il exposait ainsi : « *Dans cette perspective, conforme à la vision originelle du mouvement socialiste, la garantie à vie du revenu n'apparaît plus comme une compensation, une aide ou une prise en charge de l'individu par l'Etat, mais comme la forme sociale que prend le revenu quand l'automatisation a aboli, avec l'astreinte permanente au travail, la loi de la valeur et le salariat lui-même. La production du nécessaire requiert une quantité de travail si faible que nul ne pourrait subsister s'il était payé pour les heures pendant lesquelles il a accompli un travail effectif. Inversement, la production croissante réalisée avec une dépense de travail décroissante ne pourra être distribuée que si elle donne lieu à une création et à une distribution de moyens de paiement correspondant à son volume et non à la valeur du travail dépensé*¹ ».

Cette approche a le mérite de relier le débat actuel sur la précarité de l'emploi et la nécessité d'un revenu minimum à une analyse de fond de la nature de la crise. La crise que traverse le capitalisme est en effet une crise fondamentale, qui met en cause la rationalité même de la production capitaliste, autrement dit la forme-valeur elle-même. Le développement des forces productives a atteint, au moins dans certaines régions, un tel degré qu'il devient de moins en moins possible d'assurer le fonctionnement du capitalisme sur la base de la valeur-travail. Lipietz avait trouvé une formule pour dire cela, quand il demandait qui achèterait la production presque intégralement automatisée de certaines branches de l'industrie: les robots qui la "produisent" ? Le problème de fond que pose la crise actuelle, c'est celui de la nécessaire déconnexion entre la dépense de travail et la distribution de revenus : il s'agit donc au fond d'une remise en cause de l'existence de la force de travail comme marchandise. On voit immédiatement que l'un des enjeux d'un revenu minimum garanti qui soit plus qu'une aide aux pauvres, est précisément d'introduire un coin dans la logique marchande. On voit tout aussi clairement que c'est la cohérence du système capitaliste dans son ensemble qui est mis en cause: si le salaire est déconnecté du temps de travail, si la force de travail n'est donc plus achetée et payée comme une quelconque marchandise, alors ce changement de nature s'étend inexorablement à l'ensemble de la production. C'est donc bien la manière capitaliste de répondre aux besoins humains que les progrès de la productivité viennent mettre en cause et c'est là qu'il faut situer la nature profonde de la crise actuelle.

C'est dans ce cadre d'analyse que s'inscrit le dernier livre de Gorz, *Métamorphoses du travail* *Quête du sens* dont le sous-titre, *Critique de la raison économique*, est assez explicite. Plutôt que de chercher à rendre compte de l'ouvrage dans son ensemble, mieux vaut y choisir deux thèmes qui peuvent apporter un éclairage complémentaire à ce dossier. Commençons par l'aspect le plus concret. Gorz dresse une critique très sévère de tous ceux qui, à l'instar de Sauvy, considèrent que le développement des « services » est une chance pour l'emploi, et voient en ce recours un moyen de perpétuer l'économie capitaliste marchande. « *La crise du travail et de la société de travail ne sera pas surmontée par l'accroissement du nombre de cireurs de chaussures... ni par l'accroissement du nombre de domestiques, d'hôtesse et d'essuyeurs de pare-brises...ni par l'augmentation du nombre de prostitué(e)s, des mères ou des pères au foyer, des guides pour touristes et des Disneyland*² ».

Cette longue énumération, à laquelle on pourrait ajouter les vendeurs de hot-dogs et les gardiens d'immeubles chers à Reagan, a le mérite de dessiner concrètement l'alternative capitaliste au chômage. On peut se demander s'il s'agit vraiment d'une « chance » pour l'emploi. Mais Gorz ne

¹ André Gorz, *Les chemins du paradis, l'agonie du Capital*, éd. Galilée, 1983, p. 91.

² André Gorz, *Métamorphoses du travail, Quête du sens*, éd. Galilée, p. 190.

s'en tient pas à une critique éthique. Il la combine avec deux arguments économiques de fond. En premier lieu, souligne-t-il, « *le développement des services personnels n'est donc possible que dans un contexte d'inégalité sociale croissante, où une partie de la population accapare les activités bien rémunérées et contraint une autre partie au rôle de serviteur (...) La professionnalisation des tâches domestiques est donc tout le contraire d'une libération. Elle décharge une minorité privilégiée de tout ou partie du travail pour soi et en fait le gagne-pain exclusif d'une nouvelle classe de serviteurs sous-payés, contraints d'assumer les tâches domestiques des autres en plus des leurs propres*³ ». On se demande quel mode de régulation pourrait se développer sur des bases aussi absurdes, dans la mesure où sa stabilité reposerait sur une inégalité croissante, supposerait donc pour se reproduire, un transfert continu de ressources vers les plus riches comme moyen de subsistance des plus démunis. Si la reprise récente de l'économie repose incontestablement sur de telles bases, on voit mal comment un tel mode de croissance pourrait se stabiliser, autrement dit réussir à engendrer une forme de domination sociale imposant une telle régression à l'immense majorité de l'humanité.

Qu'une telle voie soit celle que suit spontanément le capitalisme et ses modernisateurs révèle que le système est entré dans une zone d'irrationalité croissante. Ce système trouvait en effet sa légitimité dans la capacité dont il avait fait preuve à économiser le temps de travail à l'échelle sociale. Gorz montre à juste titre que la réalité est en train de se renverser: « *Il ne s'agit plus, en effet, de socialiser les tâches ménagères afin qu'elles absorbent moins de temps à l'échelle de la société... il s'agit donc désormais de consacrer aux tâches domestiques elles-mêmes plus d'heures de travail rémunéré qu'elles ne demanderaient d'heures de travail pour soi si chacun les assumait lui-même. Donner du travail à faire, créer de l'emploi, tel est le but de la nouvelle anti-économie tertiaire*⁴ ». La survie du système passe donc par la baisse de son efficacité calculée à l'échelle de la société : c'est, pour le capitalisme, une conjoncture nouvelle.

Les analyses de Gorz permettent de dessiner les axes de convergence de la critique marxiste du capitalisme avec les utopies alternatives contemporaines. En termes plus opératoires, la formule s'écrit: 35 heures et aucun revenu inférieur au SMIC. Gorz est implicitement le théoricien des « alternatifs » qui opposeraient à la vision trop centrée sur les revendications des marxistes, des perspectives plus radicales en termes d'alternatives sociales. Les choses sont cependant plus compliquées comme le montre son analyse du contenu de la réduction de la durée du travail. Celle-ci « *répond à une triple exigence de justice : il faut que les économies de travail que permet la mutation technique bénéficient à tout le monde ; il faut que tout le monde puisse travailler de moins en moins afin que tout le monde puisse travailler ; il faut que la décroissance de la durée du travail n'entraîne pas de décroissance du revenu réel, puisque plus de richesses sont produites par un moindre travail*⁵ ».

L'insistance donnée à la non-compensation salariale est tout à fait fondamentale car elle sert de clivage entre les critiques radicaux du système et ceux qui cherchent à lui proposer de nouveaux moyens de gérer ses contradictions. Réduire le temps de travail tout en réduisant le pouvoir d'achat individuel, c'est répartir le chômage d'une manière plus juste, sans s'attaquer aux racines du mal. C'est faire la preuve aussi que l'on n'a pas compris l'étendue de la crise. L'authentique radicalisme doit prendre acte du caractère historiquement dépassé du capitalisme: sa tâche est donc bien de dessiner les contours de l'alternative socialiste, plutôt que d'inventer d'illusoires nouveaux compromis sociaux.

La lecture de Gorz est donc décapante. Ce qu'il nous invite à faire, c'est à penser le socialisme comme une autre façon de faire fonctionner l'économie, et d'abord comme une autre façon de dessiner les frontières entre l'économique et la société. Le temps libéré par les progrès de la production fournit les conditions matérielles pour envisager l'éclatement de la base étriquée du

³ *Ibid.*, p. 195.

⁴ *Ibid.*, p. 193.

⁵ *Ibid.*, p. 288.

Capital, et Gorz reprend ici à son compte les perspectives dessinées par Marx : « *Dès que le travail, sous sa forme immédiate, a cessé d'être la source principale de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être sa mesure, et la valeur d'échange cesse donc aussi d'être la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail des grandes masses a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale tout comme le non-travail de quelques uns a cessé d'être la condition du développement des forces générales du cerveau humain (...) Il ne s'agit plus dès lors de réduire le temps de travail nécessaire en vue de développer le surtravail, mais de réduire en général le travail nécessaire de la société au minimum*⁶ ».

Il nous faut savoir assumer cette dimension de la radicalité marxiste, ce que nous invite à faire la réflexion de Gorz. Bien sûr, reste entière l'ambiguïté fondamentale du « réformisme révolutionnaire » dont il s'est fait, depuis plus de vingt ans, le principal théoricien : quelle est la nature du processus faisant passer dans les faits l'alternative anticapitaliste ? Dans son « Résumé à l'intention de syndicalistes et autres militants de gauche », Gorz énumère les mesures qui devraient accompagner la diminution de la durée du travail et qui portent sur quatre domaines : « *prévision et programmation ; emploi ; formation et financement* ». Il s'agit là, souligne-t-il, de « *politiques spécifiques qui regardent de près le mouvement syndical mais ne peuvent être conduites et appliquées par lui*⁷ ». Mais par qui donc et dans quel cadre ? C'est là qu'apparaît une contradiction logique, et une source de divergence avec Gorz : on ne peut à la fois dire que la crise du capitalisme touche aux fondements mêmes du système et rester aussi évasif sur les conditions d'application de « réformes » dont le but serait, en pratique, de « révolutionner » son mode de fonctionnement. La notion de rupture révolutionnaire nous paraît être le chaînon manquant du raisonnement.

Cela dit, les travaux de Gorz nous invitent à penser le socialisme, non seulement comme une autre manière de faire fonctionner l'économie, mais aussi comme une articulation différente entre l'économique et les autres champs de l'activité humaine. Et, de ce point de vue, on ne peut que partager son appréciation quant à l'enjeu de la période contemporaine : ou bien une avancée vers un socialisme authentique, ou bien l'enfoncement dans la barbarie qui signifierait que nos sociétés continuent « *à se décomposer, à se segmenter, à descendre la pente de la violence, de l'injustice et de la peur*⁸ ».

⁶ Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, éd. Anthropos, 1968, T 2, p. 222.

⁷ André Gorz, *Ibidem*, p. 288.

⁸ *Ibid.*, p. 292.